

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 05/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE)**

67 BOULEVARD DU GENERAL LECLERC  
92110 Clichy

Références : AV 414 / 2025  
Code AIOT : 0010008519

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE) implanté PARC D'ACTIVITES 1401 RUE DU CHAMP ROUGE 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'inspection d'octobre 2024 ayant donné lieu à une mise en demeure relative au plan de défense incendie et au risque foudre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMAZON (ex SARAN LOGISTIQUE)
- PARC D'ACTIVITES 1401 RUE DU CHAMP ROUGE 45770 Saran
- Code AIOT : 0010008519

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été autorisé en 2007 et est actuellement réglementé par un arrêté préfectoral du 18 octobre 2017. L'ensemble du bâtiment est exploité par la société AMAZON, spécialisée dans la vente par Internet de livres, CD, petit électronique et jouets.

L'exploitation de l'entrepôt, assurée précédemment par la société SARAN LOGISTIQUE, a été reprise par AMAZON le 1er juin 2016.

Les activités exercées, autorisées au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- rubrique 1510 : 865 208 m3 (E\*)
- rubrique 1530 : 225 602 m3
- rubrique 1532: 225 602 m3
- rubrique 2663-2a: 225 602 m3
- rubrique 2910-A2 : 3,6 MW (D)
- rubrique 2925 : 1 151 kW (D)
- rubrique 4802-2a : 1 032 kg (D)

\* Rubrique 1510 modifiée applicable au 01/01/2021 (site désormais à enregistrement bénéficiant de l'antériorité), rubrique 1530 , 1532 et 2663 régies par la rubrique 1510

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
				l'exploitant	
9	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Plan de défense incendie	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 7.5.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks technique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Constat du précédent contrôle :</i></p> <p>1. <i>les déchets autres que ceux de la C13 (dgrx et non dgrx) ne sont pas quantifiés ni localisés. Cela concerne notamment les compacteurs positionnés au niveau des quais.</i></p> <p>L'inspection demande à consulter l'état des stocks du jour. L'exploitant présente un état des jours daté du 3 avril 2025 intitulé « Tableau récapitulatif WK14 ».</p> <p>La localisation des compacteurs est bien indiquée sur le plan présenté dans le document ; Dans le tableau WK14, pour chacune des lignes palettes, packaging (etc..) un lien renvoi vers ce qui est appelé « Combustibles non inventaires » (cartons ...) issus d'autres onglets auquel sont ajoutés 40 tonnes de cartons qui correspondent au volume maximal des compacteurs.</p>

**Constat : l'état des stocks intègre bien l'ensemble des déchets et les localise, notamment les compacteurs.**

*Constat précédent :*

*Les rubriques de classement ICPE ne sont pas renseignées ni les mentions de dangers associées pour les matières dangereuses.*

Le tableau présenté comporte entre autres des colonnes intitulées « Rubriques ICPE », « Dénomination » et « Type de produit ».

Les familles de mentions de dangers sont reprises dans la colonne « ICPE Dénomination » qui précise par exemple « danger pour l'environnement », « aérosol inflammable », « gaz inflammable ».

Le logiciel Quick sight permet de connaître la localisation de chaque produit dans les différentes cellules. Le niveau de rangement (niveau 0-1-2...) est également précisé.

Lorsque la limite de stockage pour une rubrique ICPE donnée est atteinte sur limite, une alerte est générée automatiquement et permet d'envoyer le produit sur un autre site. L'alerte ne génère pas le refus du produit sur site mais déclenche la libération de place via une alerte pour la partie préparation qui va faire sortir des stocks des produits pour les envoyer sur un autre site.

**Constat : les rubriques ICPE sont mentionnées dans l'état des stocks et les familles de mentions de dangers ont également été ajoutées.**

*Constats précédents :*

*Les stockages présentant des risques particuliers (ex : piles / batteries) ne figurent pas dans l'EdS. Mention générale dans l'EdS acceptable.*

L'état des stocks intègre les batteries de stations mobiles. Le distinguo est fait entre les différentes technologies de batteries (lithium ion, Lithium potassium, acide plomb). L'état des stocks identifie bien les batteries pour le matériel utilisé et dans les produits stockés.

Une ligne équipements électroniques a été ajoutée avec la précision des emplacements où ils sont stockés.

**Constat : Les stockages présentant des risques particuliers, tels que les piles et batteries, figurent dans l'état des stocks.**

L'accès aux fiches de données de sécurité (FDS) se fait produit par produit. Une réflexion est en cours pour permettre une extraction globale de toutes les FDS des produits d'une même cellule.

Concernant la gestion des incompatibilités, il s'agit d'une Intelligence Artificielle (IA) qui dispatche les stockages selon la matrice d'incompatibilité réalisée sur la base des mentions de dangers rentrée dans le process de départ de l'IA qui en tient compte dans l'affectation pour le rangement des produits dans les cellules.

Concernant le rangement des produits dangereux, une formation doit avoir été suivie par le personnel qui a accès à cette zone de stockage. Cette formation est suivie annuellement, avec un recyclage régulier. Si une personne n'est pas formée, l'outil ne la sélectionnera pas pour aller en cellule C13 et d'autre part le scan de la personne sera verrouillée pour qu'elle ne puisse pas gérer les produits concernés.

L'exploitant présente le suivi des formations mis à jour à la date du jour (3 avril à minuit).

**Constat : Les écarts de la précédente inspection sont levés.**

**Bien que les FDS soient accessibles, l'inspection encourage l'exploitant à continuer à travailler à l'amélioration de la mise à disposition des FDS en masse par cellule.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

## N° 2 : Etat des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Fréquence de mise à jour

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024

### Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b>  <i>Le traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du PDI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> </ul>



- les mesures particulières prévues au point 22.

## **Constats :**

### *Constats de la précédente inspection :*

*L'inspection constate que le plan de défense incendie ne comprend pas les volets suivants ou que ces derniers sont insuffisamment développés :*

- *Sur le volet relatif à la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement. Le PDI mentionne uniquement l'information que le personnel RME est formé à l'utilisation des équipements (qualification). Cette partie doit être étayée pour répondre à l'exigence de justification attendue (type de formation en rapport avec les équipements et missions attendues).*
- *Le plan d'implantation des cellules de stockage et des murs coupe-feu est manquant.*
- *Le plan des dangers avec le report des pictogrammes des zones à risques.*
- *La démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique incendie en cas de nappe enflammée.*

### Volet Formation :

Le PDI intègre dans son annexe II une liste des équipiers de Première intervention (EPI) avec leur nom et la date de leur dernière formation. L'annexe III apporte des détails sur la formation des EPI avec :

- une partie détaillant les contenus théorique et pratique de la formation de base renouvelée tous les deux ans
- une partie liée à la connaissance du site et ses particularités (contenu pratique et théorique)

Ainsi, des formations théoriques (différentes classes de feu, agents extincteurs, procédés d'extinction, moyens d'extinction et modes de fonctionnement associés, évacuation ...) et pratiques (extinctions de feux réels de classes a, b et c) sont réalisées pour les EPI tous les deux ans.

En complément, une formation dédiée aux risques du site est effectuée avec un volet théorique et un volet pratique.

Le personnel de maintenance effectue cette formation sur la centrale tous les ans. Le suivi et la mise à jour des formations est réalisée dans un tableau de suivi dédié. Le service formation reçoit des alertes pour les formations qui arrivent en butée.

### Plan d'implantation des cellules et des murs coupe feu :

En page 44 de la V17 du PDI, dans la partie "4. Recensement des moyens d'intervention", le PDI présente un plan du site avec l'implantation des différentes cellules de stockage et des murs coupe-feu.

### Plan des dangers avec le report des pictogrammes des zones à risques :

Le PDI comprend en ses pages 36 à 41 des plans de chaque cellule, qui localisent entre autres les moyens d'extinction interne au site (RIA, extincteurs, portes coupe feu, commande de désenfumage, issues de secours, armoire électrique, bouton d'arrêt d'urgence...) la légende de ces plans indique des pictogrammes qui ne sont cependant pas présents sur le plan. Les zones à

risque ne sont pas clairement identifiées et localisées dans le PDI.

Dans l'état des stocks, on note la présence de liquides inflammables, comme présents en C2, C9, C11 et C13. Dans le PDI, les plans des cellules en question ne sont pas identifiés avec le pictogramme associé.

Le report des pictogrammes des zones à risques est à clarifier pour pouvoir facilement identifier les zones concernées.

Si toute la cellule est concernée, le pictogramme peut à titre d'exemple être mis en haut sous le titre. S'il y a possibilité, une localisation plus précise, notamment pour le cas de la cellule C13, est à réfléchir.

Démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique incendie en cas de nappe enflammée :

L'exploitant n'est pas en mesure de faire cette démonstration.

Constat de la précédente inspection :

*Par ailleurs, l'inspection constate que les informations contenues dans le PDI ne sont pas à jour sur les points suivants ou non exploitables :*

- L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées. Il est fait mention d'agents de sécurité formés au SSIAP dans le PDI alors que l'exploitant déclare ne plus avoir cette compétence sur le site. Les techniciens de l'équipe RME sont formés à l'utilisation des RIA et des extincteurs.*
- Le plan des réseaux est présent mais le format du document ne permet pas de lire les informations qui y figurent et justifier de leur conformité avec les obligations minimales exigées par la réglementation .*
- Le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau*

Le PDI a été mis à jour et ne mentionne plus le SSIAP.

Le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule est présent et a été agrandi. Il est désormais disponible en format A3 dans le PDI. Les légendes sont bien lisibles.

Le plan des réseaux a été ajouté de la page 17 à la page 21, le fait qu'il soit découpé sur 4 pages ne le rend pas trop lisible. Un format A3 au sein du PDI permettrait peut être une meilleure lisibilité sur un format général. D'autre part, un plan en A0 à un autre endroit du site au point de rassemblement pourrait être réfléchi.

*La suite du traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport.*

**Le plan de défense incendie a été en partie complété. Il reste, toutefois des éléments à intégrer tels que :**

- Le plan des dangers avec le report des pictogrammes des zones à risques,**

- La démonstration de l'efficacité du dispositif d'extinction automatique incendie en cas de nappe enflammée,
- La formalisation d'une procédure heures non ouvrées.

**L'écart est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité des FDS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

**Constats :**

*Constat de la précédente inspection :*

*Le PDI prévoit les conditions de mise à disposition des fiches de données de sécurité en situation de déversement accidentel de produits chimiques. En revanche, une telle disposition n'est pas prévue en cas d'incendie. De fait le PDI est incomplet.*

Dans la partie 6. Suivi des produits chimiques (p59) du PDI, il est prévu une mise à disposition des FDS des produits se trouvant dans la cellule impactée par un membre de l'équipe SST. Le lien pour effectuer l'extraction est présent dans le PDI.

Cette partie s'insère dans la procédure de prélèvement environnementaux (partie 6.2). Toutefois la production de FDS n'est pas uniquement liée aux prélèvements environnementaux, elle doit pouvoir être réalisée avant l'arrivée des secours.

*La suite du traitement de ce thème contenant des informations sensibles en matière de sûreté, elle est déclinée dans une partie confidentielle de ce rapport*

**L'écart est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prélèvement dans l'environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

*Constat de la précédente inspection :*

*Le PDI ne comporte pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site en cas d'accident.*

L'exploitant a contractualisé avec Bureau Veritas pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux. Un essai planifié (date convenue mais heure inconnue) a été effectué le 21 mars 2025. Dans le cadre de cet essai, un point de rassemblement a été déterminé pour se retrouver sur site. Cet exercice a permis à Bureau Veritas de présenter à l'exploitant son matériel. Bureau Veritas a identifié les molécules et substances à prélever à partir de l'état des stocks fourni par l'exploitant.

L'exploitant présente à l'inspection le plan de prélèvements environnementaux post accident qui date du 14/11/24.

Le document présente les guides sur lesquels Bureau Veritas s'est basé pour réaliser son analyse. Parmi ces guides, on retrouve bien ceux relatifs aux produits de décomposition notamment :

- Guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique du 31/10/2022.
- Guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important : secteur déchets dangereux du 5/12/22.

Le PDI intègre une partie relative aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie (p54 du PDI). Il contient notamment un logigramme pour la mise en place des prélèvements environnementaux qui inclut un numéro de téléphone d'astreinte et l'ensemble des informations à transmettre. 4 scénarii sont identifiés dans le PDI en fonction de la direction des vents (Nord-Ouest, Sud Ouest, Nord Est, et non défini) avec pour chacun d'eux la localisation des prélèvements à effectuer représentée sur une carte et compilée dans un tableau avec l'adresse exacte et la nature du lieu. Un tableau présente également les substances, moyens et méthodes de prélèvements associés, avec un rappel des valeurs toxicologiques de référence.

Seuls des prélèvements air ambiant sont prévus.

Les prélèvements sol, eau, air, végétaux et surfaciques sont prévus mais ne sont pas intégrés dans le PDI.

Le contrat prévoit un délai d'intervention de 4h maximum y compris en heure non ouvrée. La société vient de Cergy Pontoise. Dans le cadre de l'exercice, Bureau Veritas est intervenu en 2h15.

Suite aux prélèvements, il est prévu de réaliser des examens sur place (CO / CO<sub>2</sub>) et en laboratoire avec envoi par taxi colis dans les 6h.

Les délais hors week end et jours fériés sur la matrice air sont de J+1. Parmi les composés analysés on retrouve notamment les HAP, les COV, HCl, HBr, et des aldéhydes ...

**L'exploitant a contractualisé avec une société chargée de réaliser les premiers prélèvements et a intégré dans le PDI les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site en cas d'accident.**

<b>L'écart est levé.</b>
L'ensemble des prélèvements prévus au contrat (eau, air, sol, végétaux, surfaciques) sont à intégrer dans le PDI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/10/2017, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Constat de la précédente visite :</i>  <i>La formation des agents en charge du déploiement du PDI n'est pas suffisante et doit être revue</i></p> <p>L'équipe de sûreté (sous-traitée) a en charge les opérations de gardiennage et sécurisation, avec comme mission l'ouverture, la fermeture et la surveillance des accès. L'équipe de sûreté n'effectue pas la levée de doute. Depuis la semaine de la visite d'inspection, une nouvelle société a en charge la sûreté du site, il s'agit de SBL pour l'ensemble des sites Amazon en France suite à l'interdiction pour la société Protectim de pratiquer leur activité sur le territoire français pendant 18 mois.</p> <p>SBL reprend le personnel de Protectim, donc les agents en place ne bougent pas.</p> <p>Le nouveau responsable SBL doit être formé.</p>

Un audit régulier (mensuel) des agents de sûreté avec des test d'ouverture et de fermeture des portes.  
Les nouveaux agents sont formés lors de ces sessions, et audités lors des évacuations (une par trimestre).

Dans la partie « 3 Alerte » (p16), la levée de doute n'est pas mentionnée.  
La temporisation avant évacuation prévue pour la levée de doute a été retirée. La levée de doute se fait en parallèle de l'évacuation du personnel.  
En p48-49 du PDI, le rôle de chacun est précisé mais l'aspect formation n'est pas mentionné.  
Dans les documents transmis à l'inspection, il y a bien la liste des formations effectuées et le personnel associé formé.

**L'écart est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 7 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, ARF

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

## Constats :

### *Constat de la précédente inspection :*

*L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une analyse du risque foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF. Ce point est susceptible de donner lieu à des suites administratives.*

Par courrier du 13/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une nouvelle analyse du risque foudre (ARF) réalisée par la société Bureau Veritas en date du 06/12/2024. Le rapport présente le logo de certification Foudre Contrôle Certification.

Il est réalisé selon la norme NF EN 62 305-2 dans sa version de 2012, la dernière version en vigueur. L'ARF a bien été réalisée conformément à la norme en vigueur, par un organisme compétent.

Le rapport précise que le champ des installations visées concerne les rubriques 1185 (anciennement rubrique 4802-2 avant le 25 octobre 2018) - 1510- 2910 - 2925. Le rapport couvre bien l'ensemble des activités du site.

Si les installations de chaufferies ont été bien intégrées à l'ARF, cette dernière ne mentionne pas explicitement les groupes froid en toiture ni la passerelle avec ORY 8, toutefois en page 4 l'ARF précise que les autres structures n'ont pas été prises en compte dans la mesure où elles n'entraînent pas de risques pour leur environnement, qu'elles ne contiennent pas d'ICPE etc. La passerelle est inclus dedans.

L'exploitant justifie qu'il dispose d'une analyse du risque foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 8 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, ETF

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024



### **Prescription contrôlée :**

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

### **Constats :**

*Constat de la précédente inspection :*

*L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection qu'il dispose d'une étude technique foudre à jour, couvrant l'ensemble des installations de l'établissement, y compris les modifications des installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre.*

*Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection la notice de vérification et maintenance rédigée par l'organisme compétent, et le cas échéant mise à jour à la suite de la mise en place des équipements.*

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'étude technique foudre rédigé par la société Bureau Veritas. Ce rapport est daté du 20 décembre 2024. Il mentionne la certification F2C de la société mandatée.

Le champ de l'ETF porte sur l'ensemble du bâtiment scindé dans le document en « bâtiment existant » et « extension ».

Dans la partie 1.2.1 « Structure entrepôt existant », l'ETF inclut dans la liste de besoins de protection les deux chaufferies de l'établissement ainsi que la centrale de détection gaz du local de charge.

Dans la partie 2.4 « Notice de vérification et de maintenance - carnet de bord de l'installation » (p16), il est précisé que la notice de vérification et maintenance n°13720847/76/1.1.NVM et le carnet de bord de l'installation n°13720847/76/1.1 CB sont fournis avec l'ETF et font partie intégrante de celle-ci.

L'exploitant présente le carnet de bord qui récapitule les différentes dates de rédaction des rapports ARF. Il fait bien référence à aux ARF de 2009 et 2018, ainsi qu'à la dernière ARF en date

du 26/11/ 2024.

Le carnet de bord présenté a la référence suivante : 13720847/76/1.1 CB en date du 31/01/2025, qui correspond à celui mentionné dans l'ETF.

L'exploitant présente également la notice de vérification et de maintenance n° 13720847/76/1.1 NVM en date du 31/01/2025. Les climatisations en toiture sont bien mentionnées dans la notice p 25-27.

**L'exploitant dispose bien d'une ETF à jour. L'écart est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, ETF

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025

##### **Prescription contrôlée :**

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

##### **Constats :**

L'exploitant a fait réaliser une nouvelle étude technique foudre (ETF) par Bureau Veritas qui est intervenu du 4 décembre au 20 décembre 2024. Cet organisme détient le label F2C.

Un plan des installations à mettre en place est disponible en page 25 de l'étude technique foudre. L'inspection s'est rendue sur le toit de l'entrepôt pour vérifier les installations en place. L'inspection constate que les paratonnerres et lignes des conducteurs sont implantés conformément à l'ETF à l'exception de la ligne de conducteur entre les paratonnerres 7 et 8 préconisée dans l'ETF qui n'a pas été retrouvée in situ.

<p>Les équipements de protection contre la foudre ne sont pas intégralement en conformité avec les conclusions de l'étude technique foudre.</p>
<p>Dans l'attente d'éléments justifiant que les équipements en toiture sont en conformité avec les conclusions de l'étude technique foudre, l'écart est maintenu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 10 : Risque foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'installation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant fournit un rapport de levée des réserves contenues dans les rapports de vérification du 28 février 2024. Ce rapport de levée de réserves, daté du 11 octobre 2024, a été réalisé par Bureau Veritas.

Un seul écart n'a pas été levé. Il s'agit de l'écart GP/210423/114811/0 relatif au remplacement du parafoudre de type 2 installé au TGBT 1 - armoire H cellule 3 dont la tenue au courant de court-circuit assigné Isccr n'est pas adaptée au courant de court-circuit IK3 du tableau électrique (Iccr = 28kA pour un Isccr à 25kA).

Le rapport de Bureau Veritas indique la mention suivante : "les caractéristiques techniques du parafoudre ne répondent pas aux attentes. L'ISCCR du parafoudre est de 25kA, il est donc toujours inférieur à l'ICC3 du TGBT".

D'autre part, une des non-conformité relevée par l'inspection dans un rapport lors de la visite d'octobre 2024 portant la référence : GP/140423/165142/0 n'a pas été retrouvée comme levée dans le rapport d'intervention du 11 octobre 2024 de Bureau Veritas.

L'exploitant a également transmis une attestation de levée de réserves relatives à la protection foudre, daté du 14 mars 2025, effectuée par Eiffage. Pour la partie relative au TGBT 1, il est repris l'observation Bureau Veritas suivante, non retrouvée dans le précédent document : "TGBT1, déposer le parafoudre de type 2 dont la coordination avec le parafoudre de type 1 n'est pas assurée".

Le rapport d'Eiffage précise que cette opération n'a pas encore été effectuée et qu'elle le sera le 5 juin 2025.

L'exploitant a également remis une attestation de remise en conformité relative à la levée des réserves suivant le dossier de vérification des ETS Renard 1998.05/24-2 de décembre 2024, non retrouvé par l'inspection.

**Au vu de la diversité des rapports relevant des réserves et ceux listant les levées de réserves effectuées, un tableau synthétique listant les réserves relevées puis l'attestation associée permettant de la lever, avec les références de chaque rapport associé, permettrait de vérifier avec certitude la levée de l'intégralité des réserves ce qui n'est actuellement pas possible.**

**Dans l'attente de la production de ces éléments ou d'un rapport de vérification complète attestant de l'absence de non conformité, l'écart est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents permettant de justifier de manière claire et synthétique que les écarts relevés par l'organisme de contrôle sur les installations de protection contre la foudre ont été levés

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

